



Le 23 décembre 2019

Déclaration de Maghreb Socialiste après l'élection présidentielle :

-A BAS LE RÉGIME ! AUCUN DIALOGUE AVEC LE POUVOIR !

-DEHORS TEBBOUNE !

-LES DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES PARTIS ET SYNDICATS DOIVENT REFUSER TOUT DIALOGUE AVEC LE RÉGIME

-FACE AU RÉGIME MILITARO-POLICIER : LIBERATION DES MILITANTS ET MANIFESTANTS EMPRISONNÉS

-POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE !

**ÉLECTION DE TEBBOUNE: LE RÉGIME A FRANCHI UNE ÉTAPE IMPORTANTE
DANS LA MISE EN ŒUVRE DE SA FEUILLE DE ROUTE, MAIS POUR LUI TOUT
RESTE A FAIRE.**

Le résultat de l'élection a été proclamé. Le candidat choisi par la hiérarchie militaire parmi un panel d'hommes directement issus du sérail a été proclamé président. Tebboune, (dont le fils est poursuivi par la justice dans le cadre notamment de l'affaire des 700 kilos de cocaïne), ancien premier ministre de Bouteflika, a été désigné président de la république... Désigné le terme est choisi car personne ne peut parler d'élection. On le sait, les élections ont toujours été truquées dans le cadre du régime militaro-policière que connaît l'Algérie depuis l'indépendance. Mais cette fois-ci les trucages caricaturaux accompagnés de la répression et des intimidations ne peuvent masquer une réalité : La classe ouvrière et la jeunesse ont montré de façon éclatante qu'elles ne participaient pas à ce simulacre, en refusant catégoriquement de se rendre aux urnes. Les chiffres annoncés par le

pouvoir le montrent d'eux mêmes : un taux d'abstention qui atteint un record historique. La participation n'aurait pas dépassé les 8% » selon le RCD, des régions entières qui ont boycotté le scrutin comme en Kabylie ou le taux de participation avoisine les 0 %, et une abstention historique pour la communauté résidant à l'étranger, alors même que c'est le lieu où le régime dispose de tous les moyens pour truquer et bourrer les urnes. Il est impossible de dénombrer les initiatives à travers le pays pour exprimer le rejet des élections, voire tenter d'en interdire la tenue.

Mais le taux de participation, le régime n'en n'avait cure ! Pour lui, la seule chose qui comptait, c'était bien que le scrutin se tiennent et il a pris toutes les dispositions, en particulier sécuritaires là où il le pouvait, pour interdire que ne se réalise pratiquement le boycott.

Et de ce point de vue, il a marqué un point. Nous le disions : « l'abstention n'est pas le boycott ». Si elle traduit « en creux » le rejet du régime, elle n'offre pas en soi de perspective pour en finir avec ce dernier.

D'ailleurs, c'est à l'unisson que les puissances impérialistes ont salué l'élection. Outre l'Espagne dont le soutien ne s'est jamais démenti, avant même le 12 décembre, les Etats Unis ont immédiatement réagi :

« Depuis un an, le peuple algérien a exprimé ses aspirations non pas seulement dans les urnes mais également dans la rue », a déclaré la porte-parole de la diplomatie américaine Morgan Ortagus, rapporte l'AFP.

« Les États-Unis soutiennent le droit des Algériens à exprimer pacifiquement leurs opinions », a-t-il dit, en ajoutant : « Nous avons hâte de travailler avec le président-élu Abdelmadjid Tebboune afin de promouvoir la sécurité et la prospérité dans la région ».

Quand à la France, elle s'est particulièrement illustré dans les termes suivants :

Selon le Huffpost, *« dans un communiqué cité par l'agence de presse officielle algérienne APS, la présidence algérienne a indiqué qu'Emmanuel Macron avait adressé ses “chaleureuses félicitations” à Abdelmadjid Tebboune pour “la confiance que lui a accordée le peuple algérien lors de l'échéance électorale du 12 décembre”.*

La présidence française, de son côté, ne fait état que de “vœux sincères de succès” adressés à Abdelmadjid Tebboune lors de cette conversation téléphonique. “La France se tient aux côtés de l'Algérie dans ce moment important de son histoire” et “les deux chefs d'État sont convenus de travailler ensemble au développement des relations d'amitié, de respect et de confiance entre la France et l'Algérie et à la coopération sur les crises régionales”, a ajouté l'Élysée. »

COMMENT COMPRENDRE QUE MALGRÉ LA MOBILISATION HISTORIQUE ET INÉGALÉE DU PROLÉTARIAT ET DE LA JEUNESSE, LE RÉGIME A-T-IL PU PARVENIR À SON COUP DE FORCE ?

A mesure que l'échéance du 12 décembre approchait, partout en Algérie, mais plus encore en Kabylie, s'est exprimée l'aspiration à la grève générale pour interdire la tenue du scrutin. De ce point de vue, les militants de Maghreb Socialiste se sont inscrits dans cette aspiration depuis le 5 octobre en exigeant des dirigeants syndicaux qu'ils appellent à la grève générale pour organiser le boycott effectif . Ils ont eu raison d'engager le combat pratique sur cet axe en faisant signer une

adresse de travailleurs aux directions des organisations ouvrières qui a eu un écho réel. (CF publication de Maghreb Socialiste du 5 décembre).

L'aspiration à la grève générale s'exprimait de plus en plus spontanément dans les manifestations, comme lors de la manifestation étudiante du mardi 3 décembre, où les étudiants, le plus souvent aux avant-postes, ont lancé le slogan qui a été repris par la suite dans toutes les manifestations à Alger. Cela s'est exprimé de façon éclatante en Kabylie, avec une véritable grève générale durant les 4 jours qui ont précédé le scrutin. Il faut dire que la classe ouvrière et la jeunesse en Kabylie ont une longue tradition de lutte contre le régime, qu'ils ont chèrement payé, et il savent ce qu'est le boycott.

Dans leur mouvement spontané, les masses sentaient intuitivement que la grève générale constituait le seul moyen d'en finir avec le régime en interdisant la tenue du scrutin. Alors pourquoi, malgré cela, Ghaid Salah est parvenu à ce stade à passer, et a marqué un point dans son offensive pour restaurer le régime ?

LE MOUVEMENT SPONTANÉ ET SES LIMITES

La première raison tient incontestablement aux limites de la spontanéité du mouvement des masses

Le mouvement qui s'est déclenché le 22 février se caractérise par la puissance de la spontanéité, mais il exprime tout autant les limites de celle-ci. Cette puissance a permis la chute du clan Bouteflika (sous la menace de la grève générale en avril), l'interdiction à deux reprises de la tenue de l'élection présidentielle. Dans ce mouvement, spontanément, la classe ouvrière a tenté de se saisir de ses organisations syndicales, en particulier de l'UGTA à travers notamment le mouvement pour la réappropriation de la centrale.

On pourrait multiplier les exemples qui ont vu le prolétariat et la jeunesse déjouer pendant des mois les subterfuges mis en place par les forces bourgeoises, et par les appareils se réclamant du mouvement ouvrier, pour tenter d'établir un pont avec le régime. (on peut là aussi citer la manifestation des étudiants au mois d'août contre le panel, alors même qu'ils étaient en vacances.) Mais quelle que soit la puissance du mouvement spontané, il s'est heurté au bout du compte à l'obstacle que constitue l'absence d'organisation traçant la voie du combat en définissant l'orientation adéquate. C'est d'ailleurs une des explications au fait que le mouvement en direction de l'UGTA a été très rapidement dévoyé par les bureaucrates qui en ont pris la direction pour le faire refluer et qui se sont finalement soumis dans l'UGTA à la clique soumise au régime.

LA COLLUSION DES DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES ET EN PARTICULIER DES SYNDICATS AVEC LE RÉGIME

Mais en réalité, ce qui a été déterminant c'est la politique des dirigeants des organisations ouvrières, en particulier des dirigeants syndicaux qui a permis et permet encore à la hiérarchie militaire de poursuivre inexorablement sa feuille de route.

On ne reviendra pas sur la façon dont dès le début, les dirigeants, syndicaux notamment, ont cherché à établir un pont avec le régime. Il suffit pour cela de se reporter aux publications précédentes de Maghreb Socialiste. Cela a pris la forme de la constitution des dynamiques de la société civile, vertébrées par les dirigeants de la CSA, et secondairement du PAD (pacte de l'alternative démocratique), constitué de partis ouvertement bourgeois comme le RCD ou le FFS et

de partis se réclamant du mouvement ouvrier comme le PST et le PT, mais dans lequel figurent aussi en bonne place les dirigeants de certains syndicats autonomes.

Chacune de ces structures s'est à sa manière située sur le terrain de la « transition démocratique » dans le cadre d'un « dialogue apaisé » avec le régime.

A mesure que l'échéance du 12 décembre se rapprochait, les dirigeants syndicaux ont bandé toutes leurs forces pour se placer en rempart du régime jusqu'à combattre ouvertement le boycott de l'élection et l'organisation de celui-ci par l'appel à la grève générale.

Le 15 octobre déjà, Lyes Merabet signait un appel se situant clairement dans le cadre du consensus avec le régime, et dans lequel on pouvait lire :

« En contrepartie, le pouvoir doit prendre les mesures d'apaisement suivantes pour réunir les conditions nécessaires au déroulement libre et transparent du prochain scrutin:

–satisfaction des revendications relatives au départ des symboles restant du pouvoir déchu, et démantèlement des réseaux de la corruption sous toutes ses formes.

— libération immédiate et sans condition des détenus d'opinion: jeunes et moins jeunes, étudiants et activistes du Harak,

–respect du droit constitutionnel de manifester pacifiquement, levée de toute entrave à l'action politique, et à la liberté d'expression dans tous les médias, notamment l'espace audiovisuel public et privé

–levée des entraves aux marches populaires pacifiques et à l'accès à la capitale.

–cessation des poursuites et des arrestations illégales d'activistes politiques.

–invitation à un dialogue sérieux et responsable de toutes les parties favorables à ces revendications.

Autant nous insistons sur ces mesures préalables pour ouvrir la voie à une solution politique durable, autant nous invitons toutes les tendances du Harak à plus de retenue et de vigilance afin d'éviter tout slogan attentatoire aux personnes et aux institutions, et d'exclure tout ce qui constitue une source de fitna ou de haine préjudiciables à l'unité nationale. (souligné par nous)

Nous ne pouvons concevoir la prochaine échéance présidentielle que comme le couronnement d'un dialogue aboutissant à un consensus. »

Un appel se situant ouvertement sur le terrain de la tenue de l'élection présidentielle qui de plus intimait aux travailleurs et à la jeunesse l'ordre de faire preuve de « de retenue et de vigilance afin d'éviter tout slogan attentatoire aux personnes et aux institutions (souligné par nous), et d'exclure tout ce qui constitue une source de fitna ou de haine préjudiciables à l'unité nationale. » **Un soutien ouvert à l'armée et au régime !!!**

Dès lors, les dirigeants des organisations syndicales ont mené un combat pratique contre le boycott, et tout ce qui pouvait ouvrir la voie à la mobilisation des masses sur son propre terrain, celui de la lutte des classes et de la grève générale pour organiser le boycott.

UN COMBAT ACHARNÉ DES DIRIGEANTS SYNDICAUX CONTRE LA GRÈVE GÉNÉRALE ET LE BOYCOTT DE L'ÉLECTION

Plus l'échéance s'approchait plus les dirigeants ont mené un combat ouvert et explicite contre le boycott

Inutile de faire des grands développements sur l'attitude de l'UGTA. C'est elle qui a organisé les micro rassemblements en faveur de l'élection, protégée en cela par la police alors même que la répression s'abattait sur les organisateurs de contre-manifestations. Cela confirme que le mouvement pour la réappropriation de l'UGTA a épuisé à cette étape toutes ces potentialités au plan national. Mais cela ne veut pas dire que cette recherche ne continue pas à s'exprimer au plan local. Et il était juste de noter de ce point de vue l'importante délégation qui s'est rendue au siège de l'union de Wilaya à Bejaia et qui a imposé aux dirigeants locaux de l'UGTA d'appeler à une grève de 4 jours. Au demeurant, le mouvement pour se réapproprier la centrale, sans faire de pronostic, devrait nécessairement réapparaître au moment où les masses affronteront les attaques qui s'annoncent contre elles sur le plan économique.

La CSA quant à elle, a été le fer de lance du combat en soutien au régime et pour que se tiennent les élections.

Ce soutien au régime, il s'est exprimé dans le combat qu'a mené la direction du Satéf notamment, contre les grèves dans le primaire, (cf déclaration de Maghreb socialiste 17 novembre). Il s'est aussi exprimé à travers le pare-feu qui a été mis en place le 28 octobre lors de l'appel de la CSA à la journée d'action sur la ligne du soutien ouvert aux élections.

Nous écrivions le 17 novembre :

« Quelques jours avant la mobilisation historique du 1er novembre, les dirigeants de la CSA préparaient une journée d'action appelée frauduleusement grève générale ; elle était appelée pour le 28 octobre. Il faut le dire clairement : cet appel se situait en tout point en soutien avec le régime et dans le cadre de la tenue des élections. Il suffit de s'y référer : « La CSA réitère, enfin, son appel à la nécessité de prendre des mesures et de fournir des garanties dans le cadre d'un consensus national, à même d'assurer le succès de tout processus électoral libre et transparent, et appelle tous les membres du mouvement populaire à être vigilants, à sauvegarder le caractère pacifique du mouvement, à œuvrer au renforcement de la cohésion du peuple algérien et à préserver l'unité nationale ».

Clairement, la classe ouvrière a saisi le piège en ne répondant pas à l'appel, à l'exception de quelques secteurs. Cette journée a fait un flop, traduisant le fait que l'intuition de la classe ouvrière la conduit à écarter les leurres et les entreprises de dévoiement. »

En réalité, c'est la politique criminelle de combat contre l'aspiration des masses au boycott, menée inlassablement par les dirigeants qui a permis que les élections se tiennent.

Et cette politique a été largement relayée par le PST, le PT et l'alternative démocratique. Dans leur déclaration du 8 décembre, à 4 jours de l'élection, on pouvait lire :

C'est la reconduction de ce système anti national que veut imposer la parodie électorale projetée. Algériennes, Algériens, L'heure est grave ! Forts de leur mainmise sur la puissance sécuritaire du pays, les tenants du pouvoir s'obstinent à imposer, par un violent passage en force, un président de

leur choix, au risque de porter atteinte à la pérennité de l'État (souligné par nous), voire d'entraîner le pays vers le chaos.

Ainsi donc, c'est au nom de la « pérennité de l'état » que le PST et le PT dénonçaient les élections !

Le PT, dans son communiqué du 16 novembre, était plus clair encore pour dénoncer par avance toutes les tentatives des travailleurs et de la jeunesse, d'interdire par sa mobilisation la tenue des « élections » : « qui donc a intérêt à provoquer des affrontements entre ceux qui rejettent l'élection présidentielle, une immense majorité, et une infime minorité instrumentalisée [...] par les autorités »

Quand à la grève générale pour laquelle ils n'ont mené aucun combat en direction des dirigeants des centrales syndicales, ils la soutenaient, comme la corde soutient le pendu. Dans la déclaration du 8 décembre, il est dit :

« Nous appelons les Algériennes et les Algériens à adhérer à toutes ces formes d'actions pacifiques projetées par le mouvement populaire, y compris la grève générale », affirme le PAD, insistant toutefois pour que « le service minimum doit être assuré dans les secteurs névralgiques » (souligné par nous.) (TSA)

Tout y est :

Le PAD œuvre pour la pérennité de l'état, met tous les obstacles à la grève générale (services névralgiques), et prône le pacifisme alors même que la répression a franchi un cap jamais égalé. « Et il faut être vigilant pour déjouer les manipulations de division. » !!!

Il faut le dire et le redire: toutes les conditions étaient réunies pour que le boycott soit effectif à travers un appel uni des organisations ouvrières à la grève générale dans les jours précédant le scrutin, ouvrant ainsi la voie à la chute du régime.

Au contraire de cela, les dirigeants des organisations ouvrières ont mené un combat acharné et ouvert, contre le boycott, permettant au régime de bénéficier, à cette étape, d'un sursis et peut-être à terme de se rétablir totalement.

PLUS QUE JAMAIS LE RÉGIME INVITE AU DIALOGUE....

Tebboune a été proclamé président dès le 13 décembre. L'acte fondateur de son mandat c'est la répression perpétrée contre les travailleurs et la jeunesse à Oran où les forces de l'ordre s'en sont données à cœur joie contre des travailleurs, des jeunes mais aussi des femmes et des enfants !

C'est aussi la répression dans la ville de Bouira, (Haïzer), où des jeunes ont été éborgnés délibérément, condamnés à être mutilés à vie. Cette répression, scientifiquement programmée, n'a rien à envier aux méthodes des bouchers de l'armée israélienne, quand elle tire délibérément sur les genoux des manifestants palestiniens pour les rendre à jamais invalides.

Dans le même temps, le régime sait qu'à cette étape, il ne peut avancer qu'en associant les dirigeants des organisations ouvrières à son entreprise de replâtrage du régime. C'est le sens de l'appel au dialogue lancé par Tebboune lors de son discours d'investiture. Il aura aussi besoin d'eux pour poursuivre l'offensive engagée contre les conditions élémentaires d'existence des masses laborieuses. (Au passage, le dernier acte commis par le président par intérim Bensalah a été de promulguer la loi de finance de 2020.)

Dans son discours d'investiture Tebboune s'est d'abord adressé à ses maîtres en rendant hommage à l'ANP et son commandement, citant nommément le général Ahmed Gaid Salah, ainsi que les

forces de l'ordre, qui ont « accompagné les événements avec sagesse et grâce auxquels pas une seule goutte de sang n'a été versée en dix mois » (sic).

Il indique aussi qu'il veut « *tendre la main au hirak.* » :

« Ceux qui ont boycotté l'élection, je les salue et je respecte leur position. J'ai toujours dit que je serai aux côtés des jeunes, et à travers eux, je m'adresse au hirak. J'ai déjà dit que c'est un hirak béni, je lui tends la main pour un dialogue sérieux pour l'Algérie, l'Algérie seulement. C'est de ce hirak que sont sortis les mécanismes du dialogue et l'autorité électorale ».

Il propose ensuite « *un changement profond de la Constitution très bientôt* », avec « *un large débat dans la société puis un référendum et dès que le texte sera adopté, ce sera le début de la nouvelle république* » .

Dans la plus pure tradition bonapartiste, Tebboune entreprend légitimer le régime à travers le referendum, précédé d'une invite au dialogue dans le cadre d'une transition , la plus courte possible. A ceux qui péroraient à longueur de déclaration en faveur d'un « *processus constituant* » le régime répond à sa manière, et il ne fait aucun doute qu'il se trouvera des suppôts, pour répondre présents. Mais qu'en est-il des organisations se réclamant du mouvement ouvrier ?

.... LES DIRIGEANTS DES SYNDICATS ET PARTIS OUVRIERS S'EXÉCUTENT

Dès le 16 décembre la direction de la CSA , par la voix de son porte parole Lyes Merabet, indique vouloir s'inscrire dans le processus de dialogue

Le soir d'Algerie rapporte :

La Confédération des syndicats algériens, qui a décidé du boycott de l'ancien gouvernement, ne voit pas d'inconvénient à s'asseoir autour de la table des discussions avec le nouveau président. Lyes Merabet, porte-parole de la CSA, estime que le dialogue reste la seule alternative pour arriver à sortir le pays de sa crise politique. «Ce n'est pas la meilleure voie, mais, c'est la seule qui peut ramener des solutions à la crise politique actuelle et donner des réponses aux revendications du peuple».

Trois jours seulement après les violentes répressions perpétrées à Bouira et Oran, et alors même que les arrestations et condamnations des prisonniers politiques se poursuivent, Merabet ose dire, tout en demandant la libération de certains détenus en guise de mesures d'apaisement:

«C'est une condition qui va rétablir le pont de la confiance et c'est une première condition qui va préparer le dialogue et la concertation et mettre tout le monde dans la confiance. Nous ne parlons pas, bien sûr, des détenus pour corruption ou de ceux ayant porté atteinte à la sécurité du pays, mais des étudiants arrêtés lors des marches, de Bouregaâ, de Karim Tabbou, Samir Belarbi, Boumala et autres détenus d'opinion arrêtés pour avoir manifesté contre le pouvoir».[...] . «Nous espérons un réel changement et c'est un engagement que M. Tebboune a pris pendant sa campagne électorale, et nous espérons qu'il le tiendra en mettant en place des conditions favorables à la négociation et à la concertation» souligné par nous.

Tout est fait pour légitimer l'élection y compris à travers les propos qui suivent :

«Nous [la CSA, ndr] allons discuter de la situation actuelle et analyser le premier discours du Président élu, qui a déjà eu la reconnaissance et les félicitations des pays étrangers».

Le Sieur Merabet va jusqu'à s'appuyer sur les félicitations données à Tebboune pour son élection par les puissances impérialistes !!!!

Mais ces positions sont loin de faire l'unanimité au sein de la centrale qui, réunie le 18 décembre, n'est pas parvenue à un accord sur la question du dialogue avec le régime . Selon le soir d'Algérie :

Les membres de la CSA ont fini par trouver un accord consistant à ne pas se prononcer avant de voir les actions du nouveau Président pour pouvoir juger. «La situation n'est pas claire actuellement. Nous ne voulons pas nous précipiter. Nous allons surseoir à toute activité et attendre que les choses s'éclaircissent mieux. Nous voulons voir d'abord s'il y aura vraiment du changement au niveau du nouveau gouvernement, qui sera désigné comme Premier ministre, si réellement il n'y aura pas de recyclage et quelles sont les décisions que va prendre le nouveau Président, et nous agirons en conséquence. Mais pour le moment , c'est le wait and see du côté de la confédération», affirme Boualem Amoura, secrétaire général du Satef et membre de la CSA.

Peut-être leur semble-t-il prématuré de baisser dès maintenant totalement le pantalon !!!!!

Pour ce qui est du PAD dès le 16 décembre, le Parti des travailleurs (PT) qui en est une des composantes, avec le FFS, "a posé des préalables avant d'évoquer un quelconque dialogue" !!!! (cf article du journal liberté du 16 décembre).

Pourtant, quelques soient les manœuvres entreprises , force est de constater que dès l'élection de Tebboune, les manifestants ont exprimé avec la plus grande netteté leur rejet du « président » et du dialogue avec le régime.

C'est aux cris de «Makache hiwar maâ el îssabate !» (Pas de dialogue avec les gangs), «La hiwar, la chiwar, hatta yarhal ennidham !» (Ni dialogue ni concertation, jusqu'au départ du système), que les étudiants accompagnés de milliers de travailleurs ont manifesté à Alger et dans le pays.

Si le régime a marqué un point, il est loin d'avoir définitivement réduit au silence la mobilisation populaire.

PLUS QUE JAMAIS, COMBATTRE POUR QUE LES DIRIGEANTS ROMPENT AVEC LE RÉGIME

La manifestation de mardi traduit l'aspiration profonde des milliers de travailleurs et de jeunes à travers le pays : en finir avec ce régime . Il ne fait aucun doute qu'elle continuera à s'exprimer au sein de l'avant-garde, et ce n'est pas un hasard si le mot d'ordre « **Ni dialogue ni concertation, jusqu'au départ du système !** » est immédiatement apparu lors de la manifestation des étudiants du mardi 17 décembre.

SUR QUELLE ORIENTATION COMBATTRE?

Aucun doute, le régime ne peut survivre et se perpétuer que grâce à la complicité des dirigeants des organisations ouvrières et particulièrement des dirigeants des confédérations syndicales.

Il a en particulier besoin d'eux pour mettre en œuvre toutes les contre-réformes visant à remettre en cause l'ensemble des acquis des travailleurs et de la jeunesse, à travers notamment la loi de finance 2020, la liquidation du système des retraites, la remise en cause des subventions aux produits de première nécessité....

Inversement, en finir avec le régime suppose d'imposer aux dirigeants des organisations ouvrières, des dirigeants des syndicats en particulier, qu'ils rompent immédiatement tout dialogue. Ce qui s'est exprimé spontanément dans les manifestations qui ont suivi le 12 décembre, doit trouver une expression consciente dans un combat organisé sur la ligne :

-A BAS LE RÉGIME ! AUCUN DIALOGUE AVEC LE POUVOIR !

-DEHORS TEBBOUNE !

-LES DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES PARTIS ET SYNDICATS DOIVENT REFUSER TOUT DIALOGUE AVEC LE RÉGIME ! (ils doivent se prononcer clairement contre le projet de constitution et s'engager dès à présent à combattre le projet de référendum prévu pour le faire adopter)

-FACE AU RÉGIME MILITARO-POLICIER :

**LIBÉRATION IMMÉDIATE INCONDITIONNELLE DE TOUS LES MILITANTS
ET MANIFESTANTS EMPRISONNÉS
COMBAT INTRANSIGEANT POUR DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES !**

-ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE ÉLUE SOUS LE CONTRÔLE DES MASSES

Pour mener ce combat de façon centralisée, la classe ouvrière et la jeunesse algérienne doivent se doter d'une avant-garde organisée sur cet axe, c'est le combat qu'ont commencé à engager les militants regroupés autour de Maghreb socialiste.

Les militants regroupés autour de « Maghreb socialiste » n'ont pas d'autres intérêts que ceux des masses en lutte contre le régime.

C'est pourquoi, ils militent :

- *Pour la chute du régime, la satisfaction de toutes les revendications démocratiques,*
- *En particulier l'élection d'une assemblée nationale souveraine*
- *Pour la satisfaction des revendications ouvrières, ce que seule permettra la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, en en finissant avec la domination impérialiste, expropriant les grands groupes capitalistes, organisant la production en fonction du besoin des masses*
- *Immédiatement, pour l'unité des rangs ouvriers, le front unique des organisations syndicales ouvrières ouvrant sur la constitution d'une centrale ouvrière unique indépendante de l'état et de la bourgeoisie, et démocratique*
- *Pour la constitution d'un véritable parti ouvrier*
- *En l'absence de ce dernier, aujourd'hui, pour un gouvernement des organisations syndicales*

Les travailleurs et jeunes qui partagent ces objectifs ou qui veulent en discuter sont invités à prendre contact :

maghrebsocialiste@free.fr